



Vérifier au prononcé

**Discours de bienvenue prononcé par la Présidente du Conseil économique et
social**

S. E. M^{me} Sylvie Lucas (Luxembourg)

**Séance extraordinaire du Conseil économique
et social sur la philanthropie et la santé publique
dans le monde**

New York, le 23 février 2009

Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de vous accueillir aujourd'hui à cette manifestation spéciale du Conseil économique et social sur la philanthropie et l'agenda mondial en matière de santé publique, afin d'examiner comment nous pourrions unir nos efforts pour accélérer la réalisation des buts de développement dans le domaine de la santé.

En février de l'année dernière, le Conseil économique et social a réuni pour la première fois des représentants du monde des affaires et du monde de la philanthropie afin d'examiner, avec les gouvernements des États Membres et des représentants de la société civile, comment les différentes parties prenantes pouvaient travailler ensemble pour atteindre plus rapidement les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La réunion d'aujourd'hui a pour objet de continuer sur la voie ouverte par la réunion de l'année dernière. Étant donné le thème retenu pour l'Examen ministériel annuel de cette année, le Conseil a décidé de faire porter la discussion sur la façon dont les gouvernements, le monde de la philanthropie et d'autres partenaires pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs en matière de santé publique, et plus particulièrement dans deux domaines qui méritent une attention particulière : l'amélioration des résultats en matière de santé des femmes et des filles et la lutte contre les maladies tropicales négligées.

Lorsque les dirigeants du monde entier se sont réunis en septembre 2000 pour adopter la Déclaration du Millénaire, ils ont fixé comme date butoir 2015 pour réaliser les objectifs du Millénaire et améliorer les conditions de vie des plus pauvres et des plus vulnérables partout dans le monde, en particulier des femmes et des enfants. Alors que nous sommes aujourd'hui à mi-chemin, nous devons malheureusement constater que nous sommes en retard en ce qui concerne la réalisation d'un grand nombre de ces objectifs. C'est en particulier le cas des objectifs dans le domaine de la santé qui, au rythme actuel, ne seront pas atteints avant la seconde moitié du siècle. Or, la réalisation des objectifs dans le domaine de la santé constitue un préalable indispensable à la réalisation de l'ensemble des autres objectifs du Millénaire.

Pour sa part, le Conseil économique et social est chargé de suivre la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, y compris les objectifs du Millénaire; son principal forum à cet égard étant l'Examen ministériel annuel qui se tient lors du débat de haut niveau de sa session de fond chaque année en juillet. Cet Examen annuel a pour objet d'évaluer et d'accélérer les progrès réalisés, s'agissant notamment des objectifs du Millénaire. Comme vous le savez, le thème retenu pour l'Examen de cette année est « La mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris au niveau international dans le domaine de la santé publique ».

En prévision de cet Examen, le Conseil a organisé il y a deux semaines une table ronde sur la contribution de la médecine traditionnelle à la réalisation des initiatives prises au niveau mondial dans le domaine de la santé publique. D'autres événements prévus sont notamment des ateliers nationaux et des réunions régionales qui se tiendront au cours des deux

prochains mois. Le résultat de notre réunion d'aujourd'hui constituera, bien entendu, également une importante contribution à l'Examen ministériel annuel de cette année.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes actuellement confrontés à une grave crise financière et économique mondiale qui met en péril nos efforts en vue de la réalisation des objectifs de développement mondiaux, y compris dans le domaine de la santé. L'une des principales questions à laquelle nous devrions répondre aujourd'hui est de savoir comment empêcher que cette crise financière mondiale devienne une crise sanitaire mondiale. Pour beaucoup, en particulier ceux qui vivent dans les pays pauvres, les conditions de vie, y compris les pénuries alimentaires et de combustible, sont telles qu'elles menacent leur existence même. Cette situation ne fera que s'aggraver en raison de la récession mondiale, mettant en danger la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde. Il nous faut absolument investir davantage et durablement dans la santé.

Si les défis à relever dans le domaine de la santé publique sont nombreux, il importe cependant de noter certaines avancées récentes. Par exemple, la mortalité infantile a baissé, et le traitement et la prévention du VIH/sida, de la tuberculose, du paludisme et de certaines maladies tropicales négligées ont progressé. L'aide en faveur du secteur de la santé, en provenance aussi bien de sources traditionnelles que de nouvelles sources, a plus que doublé au cours des dernières années. Toutefois, les conséquences économiques de la crise financière mondiale menacent de réduire ces progrès à néant et de nous empêcher de relever d'autres défis.

Il nous faut donc redoubler d'efforts pour affronter ces défis de front. Nous devons nous intéresser principalement aux domaines relativement négligés ou à ceux où les progrès ont été les moins importants. C'est pourquoi nous avons choisi de nous concentrer aujourd'hui sur la santé des mères et des filles et les maladies tropicales négligées. La santé maternelle est un indicateur essentiel de la qualité du système de santé. Le bon état de santé des enfants, y compris des filles, a des effets multiplicateurs positifs à long terme sur le développement économique et social. Nous devons également faire plus pour attirer l'attention sur les maladies tropicales négligées que l'on peut dans une large mesure, soigner et prévenir. Ces maladies continuent de frapper plus d'un milliard de personnes dans le monde. La réduction de leur prévalence ou leur éradication peut aussi créer un cercle vertueux pour le développement.

Distingués participants,

Les partenariats sont essentiels à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et il ne fait pas de doute que nous n'atteindrons pas ces objectifs en 2015 si nous ne travaillons pas ensemble. Le partenariat est également au cœur de la fondation publique, la « Fondation de Luxembourg », récemment créée dans mon pays dans le but de promouvoir les activités philanthropiques du secteur privé au Luxembourg et qui joue un rôle d'intermédiaire entre institutions publiques et donateurs potentiels.

Je me réjouis de la présence si nombreuse ici de représentants de la communauté philanthropique et de leur volonté de s'engager plus activement dans les travaux du Conseil. Ce type de réaction commune représente le nouveau modèle de la coopération internationale face aux défis mondiaux qui apparaissent, y compris dans le domaine de la santé publique. Je suis convaincue qu'une approche faisant intervenir les diverses parties prenantes

peut littéralement sauver des millions de vies, et j'espère que nos débats d'aujourd'hui donneront naissance à de nombreuses idées novatrices et excitantes de collaboration afin de promouvoir la qualité de vie des nombreuses personnes vulnérables et vivant dans la pauvreté de par le monde. J'ai l'intention de présenter les recommandations et propositions qui émergeront de notre débat lors de la réunion de haut niveau du Conseil en juillet.

Je voudrais enfin saisir cette occasion pour remercier le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau des Nations Unies pour les partenariats d'avoir organisé cette réunion avec nos autres partenaires, le Comité d'encouragement de la philanthropie des entreprises et l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que les divers autres co-organisateur qui soutiennent cette importante cause.